

Economie & Finance

VW repart

Volkswagen, au cœur du scandale des moteurs diesel truqués, a vu ses livraisons de voitures progresser de près de 3% en 2016, sauvées par l'engouement des clients chinois.

FORT REBOND

Cours de l'action VW, en euros



NICOLAS MADURO

Président du Venezuela

Le très impopulaire président socialiste, Nicolas Maduro, a annoncé dimanche une nouvelle hausse du salaire minimum de 50% au Venezuela, un pays qui connaît une inflation vertigineuse.



75

SUCCÈS DE L'ESPAGNE L'Espagne a accueilli près de 75 millions de touristes en 2016, soit une hausse de plus de 10% par rapport à 2015, a annoncé lundi Taleb Rifai, le secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT).

| | | | | | |
|---------------|---------|--------|--------------------|--------|---|
| SMI | 8424,86 | +0,09% | Dollar/franc | 1,0151 | ↓ |
| Euro/franc | 1,0733 | ↑ | Euro/dollar | 1,0575 | ↑ |
| Euro Stoxx 50 | 3308,97 | -0,37% | Livre st./franc | 1,2347 | ↓ |
| FTSE 100 | 7237,77 | +0,38% | Baril Brent/dollar | 55,36 | ↓ |
| | | | Once d'or/dollar | 1178 | ↑ |

Révolte contre l'ubérisation des emplois

TECHNOLOGIE En Grande-Bretagne, la colère gronde contre Uber et Deliveroo, société de coursiers. Les conditions de travail dans les entreprises de la nouvelle économie provoquent une contre-offensive. Le niveau des salaires et la protection sociale sont en jeu

ÉRIC ALBERT, LONDRES
iciLondres

En octobre 2016, Billy Shannon a posé sa candidature pour être livreur à Deliveroo, un service de livraison à domicile de plats de restaurant. «C'était un dimanche soir, à 19h passées, mais dix minutes plus tard, je recevais un appel pour me demander de venir passer les tests.» Agé de 18 ans, le jeune homme, qui vient de d'obtenir son bac et veut prendre du temps avant d'aller à l'université, était ravi de décrocher un emploi aussi rapidement. Aujourd'hui, il comprend pourquoi l'embauche était si facile: hors des horaires de pointe, il gagne régulièrement moins que le minimum légal. «J'ai récemment fait deux journées de suite de six heures, où j'ai gagné 3,75 livres (4,70 francs) par heure en moyenne», explique-t-il, montrant sa facture. Moitié moins que le salaire minimum horaire de 7,20 livres et très loin des 16 livres que fait miroiter Deliveroo dans sa publicité de recrutement.

Billy Shannon s'apprête désormais à aller témoigner devant le Comité central d'arbitrage, un organisme britannique chargé de faire respecter le droit du travail. Objectif: forcer Deliveroo à reconnaître un syndicat, afin d'entamer des négociations salariales. Mais la start-up refuse. Selon elle, les livreurs ne sont pas des employés, mais des autoentrepreneurs à leur compte, qui ne peuvent donc pas bénéficier de représentation syndicale.

Grève de protestation

Deliveroo, créé à Londres en 2013, et aujourd'hui présent dans une douzaine de pays, est au cœur d'une révolte contre les conditions de travail dans la «gig economy» au Royaume-Uni. Cette expression, mal traduite en français sous le nom d'économie du partage, désigne les entreprises qui n'ont souvent presque aucun actif, fonctionnent grâce à une application sur téléphone portable et rémunèrent leurs travailleurs à la prestation. Uber et son service de taxis est sans doute la plus connue d'entre elles.

Depuis quelques mois, l'offensive contre ces start-up est lancée. En août 2016, les livreurs de



Deliveroo, créé à Londres en 2013, est aujourd'hui présent dans une douzaine de pays. (AFP PHOTO/DANIEL LEAL-OLIVAS)

Deliveroo ont mené une grève d'une semaine en protestation contre leurs conditions salariales. Le syndicat Independent Workers Union of Great Britain (IWGB) les représentait, mais face au refus de l'entreprise de le reconnaître, il a porté l'affaire

devant le Comité central d'arbitrage, qui doit trancher dans les prochains mois.

En octobre, Uber a perdu un procès clé, le forçant à traiter ses 30 000 chauffeurs londoniens comme des employés. «La notion qu'Uber à Londres est une

mosaïque de 30 000 petites entreprises [...] nous semble assez ridicule», écrivait le juge dans ses arrêtés. L'entreprise a fait appel. Dernière affaire en date, un tribunal a condamné vendredi la société de coursiers City Sprint à considérer l'une de

ses cyclistes, Maggie Dewhurst, comme une employée et non comme une autoentrepreneuse. «Toute la journée, on nous dit quoi faire, quand le faire et comment. Nous sommes sous le contrôle [de l'entreprise]», témoigne-t-elle.

Ces batailles juridiques symbolisent la prise de conscience des abus de la «gig economy». «Il y a deux ans, le discours politique se concentrait uniquement sur la façon de faire grandir les start-up et l'auto-entreprenariat était toujours considéré comme positif, rappelle Nida Broughton, du think tank Social Market Foundation et coauteure d'une étude sur le sujet. Aujourd'hui, la classe politique est devenue inquiète.» Le gouvernement de Theresa May a lancé en octobre une étude sur «les conditions de travail dans l'économie moderne». Deux comités parlementaires britanniques mènent en parallèle un travail similaire.

Il faut dire que le problème semble grandir rapidement. La «gig economy» est mal définie et sa dimension exacte est incertaine, mais une étude de l'Université du Hertfordshire estime que 4,9 millions de personnes travaillent pour une plateforme internet de partage. Un peu plus du tiers d'entre elles en tirent leur revenu principal, soit 1,8 million de personnes. «Les travailleurs de la «gig economy» sont doublement touchés: faibles salaires et protection sociale plus réduite», accuse Frances O'Grady, la secrétaire générale du Trade Union Congress, la principale confédération syndicale.

Si ces conditions de travail provoquent aujourd'hui une réaction, il ne s'agit cependant pas d'un tournant majeur. Ben Geraghty, un livreur de Deliveroo et l'un des leaders de la lutte salariale, reconnaît qu'il a le plus grand mal à convaincre les autres livreurs à adhérer au syndicat IWGB. La plupart sont des immigrants – beaucoup sont Brésiliens – qui connaissent mal leurs droits et craignent la réaction de l'entreprise. De plus, la «gig economy» a ses aspects positifs: elle permet de trouver facilement un travail d'appoint, donne la possibilité d'avoir des horaires flexibles et a probablement limité la casse sociale après la crise économique de 2008. «Le Royaume-Uni a en partie fait face au chômage grâce à cela», rappelle Nida Broughton, de la Social Market Foundation. Mais les start-up doivent désormais faire face à un mouvement prêt à réagir face aux abus. ■

JUSTICE

Contre-offensive mondiale contre l'économie du partage

Le Royaume-Uni n'est pas le seul pays à réagir face à la montée en puissance de l'économie du partage. Partout dans le monde, les procès se multiplient, y compris aux Etats-Unis. Uber y fait face à une soixantaine de procès fédéraux différents, selon le décompte de CNN. L'un des plus connus se déroule en Californie, où une action collective de chauffeurs («class action») a été lancée, pour que ceux-ci soient reconnus comme des employés et non des autoentrepreneurs. L'entreprise de taxis pensait initialement avoir réglé l'affaire à l'amiable, mais en octobre, un juge a annulé l'accord. Le procès doit se tenir cette année.

En France, Uber a été condamné en

octobre à verser 1,2 million d'euros d'amende parce que ses chauffeurs pratiquent le «maraudage», cette pratique qui consiste à attendre dans la rue entre deux courses, plutôt que de retourner «au garage» comme le préconise la loi.

La procédure n'est cependant pas finie, et doit être tranchée en mars. Par ailleurs, l'Union de recouvrement des cotisations de la sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf) a engagé deux procédures à l'encontre d'Uber. L'antenne parisienne de cette administration a requis la situation des chauffeurs d'indépendants en salariés, et demande donc les cotisations concordantes soient versées.

Airbnb, la plateforme de location de logements de particuliers, fait également face à la justice. A New York, il est en principe illégal depuis 2010 de louer un appartement pour moins de trente jours, mais de nombreux utilisateurs ont continué à offrir leur logement sur de courtes durées.

L'an dernier, une nouvelle loi a imposé une sanction allant jusqu'à 7500 dollars contre les récalcitrants. Après avoir hésité, Airbnb a renoncé à poursuivre l'Etat de New York. L'entreprise fait face à des batailles légales un peu partout à travers la planète, d'Amsterdam à Barcelone, en passant par Berlin. ■ E. A.

Abionic élargit sa palette de dépistages rapides

DIAGNOSTIC La société vaudoise proposera ses services dans une centaine de pharmacies en Suisse en 2017

La société vaudoise Abionic prévoit de commercialiser en Europe deux nouveaux tests de diagnostic, l'un pour identifier les patients à risque de sepsis et l'autre pour dépister les éventuelles carences en fer. La PME basée sur le Biopôle d'Epalinges a obtenu les autorisations nécessaires (marquage CE) pour lancer ses tests qu'elle présente comme «les plus rapides du monde».

«Le sepsis est la cause la plus fréquente de mortalité dans les unités de soins intensifs. Chaque année, 18 millions de personnes meurent d'un choc septique. Il s'agit d'un syndrome caractérisé par une réponse inappropriée du corps à une infection», explique Fabien Rebeaud, responsable scientifique d'Abionic. En cinq minutes, l'entreprise prévoit de livrer des résultats concernant un biomarqueur, dénommé *pancreatic stone protein* (PSP), qui aide à l'identification des patients à risque de sepsis. Le test sera disponible dès

2018 dans les unités d'urgences hospitalières et les soins intensifs.

Une centaine de pharmacies en 2017

«Le test aidera le médecin à décider rapidement du traitement tout en minimisant l'utilisation d'antibiotiques quand ils ne sont pas nécessaires, a déclaré Iwan Märki, directeur et cofondateur d'Abionic, une société de 20 personnes qui prévoit d'augmenter ses effectifs ces prochaines semaines. Ce test devrait aussi constituer notre plus

important relais de croissance à moyen terme.» L'autre test d'Abionic concerne la carence en fer. Il sera disponible en pharmacie dans le courant du premier trimestre. A partir d'une goutte de sang, il permettra de quantifier en cinq minutes la ferritine, avec une précision de 89%. Le prix du test n'a pas encore été fixé mais devrait se situer entre 25 et 35 francs.

Abionic distribue sa plateforme de diagnostic et ses tests contenant des capteurs nanofluidiques via l'Ofac. Actuellement, une trentaine de phar-

macies les proposent. Les premiers tests mis sur le marché en 2016 concernent le dépistage et le diagnostic d'allergies (bouleau, graminées, acariens, chiens et chats). «Une centaine de pharmacies proposeront nos produits cette année. Nous allons également démarrer nos ventes en Grande-Bretagne et en Allemagne», précise Iwan Märki, qui prévoit de multiplier par quatre le chiffre d'affaires d'Abionic cette année. ■

GHISLAINE BLOCH
@BlochGhislaine